

## PRIMATURE

**ARRETE RECTIFICATIF A/2013/784/PM/CAB/SGG DU 09 AVRIL 2013, DE L'ARRETE A/2013/0388/PM/CAB/2013, PORTANT CREATION DE LA COMMISSION INTERMINISTERIELLE DE PILOTAGE DE LA LETTRE DE POLITIQUE NATIONALE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPMENT LOCAL**

**LE PREMIER MINISTRE,**

Vu la Constitution ;

Vu Le code de Collectivités Locales ;

Vu Le Décret D/2012/042/PRG/SGG du 28 Mars 2012, portant Approbation de la Lettre de Politique Nationale de Décentralisation et de Développement Local ;

Vu Le Décret D/2012/109/PRG/SGG du 06 Octobre 2012, portant remaniement partiel du Gouvernement.

**ARRETE:**

**Article 1er :** Il est crée une Commission Interministérielle de Pilotage de la Lettre de Politique Nationale de la Décentralisation et de Développement Locale (LPN-DDL).

**Article 2:** La Lettre de Politique Nationale de Décentralisation et de Développement Local assortie de son plan d'action à pour objectif principal la mise en oeuvre de la politique du gouvernement en matière de décentralisation et de Développement Local conformément aux dispositions du Décret 042/PRG/SGG du 28 Mars 2012.

**Article 3:** La Commission interministérielle de Pilotage est composée ainsi qu'il suit :

**Co-Président :**

- Le Ministre d'Etat Chargé de l'Economie et des Finances ;
- Le Ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation ; Membres:
- Le Ministre Délégué au Budget ;
- Le Ministre du Plan ;
- Le Ministre des Mines et de la Géologie ;
- Le Ministre de la Santé et de l'hygiène Publique ;
- Le Ministre de l'Environnement Eaux et Forêts ;
- Le Ministre d'Etat à l'Energie et à l'Hydraulique
- Le Ministre de la Pêche et de l'Aquaculture ;
- Le Ministre de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Education Civique ;
- Le Ministre de l'Urbanisme et de la Construction ;
- Le Ministre de l'Agriculture ;
- Le Ministre du Travail et de la Fonction Publique ;
- Le Haut commissariat à la Reforme de l'Etat et à la Modernisation de l'Administration ;
- Le Représentant des Elus.

**Article 4:** La Commission interministérielle de Pilotage peut faire appel à toute personne physique ou morale dont la contribution est utile à la bonne exécution de sa mission.

**Article 5:** Un Règlement intérieur définira les modalités d'organisation et de fonctionnement de la commission de pilotage.

**Article 6 :** Le présent Arrêté qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, prend effet à compter de sa date de signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 09 Avril 2013

**Mohamed Saïd FOFANA**

---